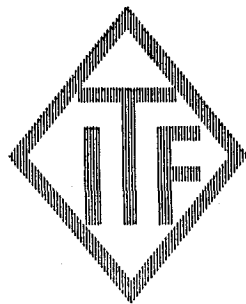




FASCISME

N° 20

Amsterdam, le 19 octobre 1935.



NOTRE TACHE

(I.T.F.) La réunion commune de la F.S.I. et de l'I.O.S. a marqué son adhésion aux sanctions qui seraient décidées par la Société des Nations dans le but de mettre un terme aux attaques italiennes contre l'Ethiopie.

Dans la session du Conseil général de la F.S.I. qui précéda la réunion commune, les différents orateurs ont déclaré au nom de leur délégation qu'ils étaient prêts au besoin à aller au-delà des décisions de la Société des Nations.

Quelles formes et quelle ampleur que puisse toutefois revêtir la lutte contre la guerre, une chose est certaine: les organisations des travailleurs des transports devront être les premières à entrer en action. Cette fois, comme dans le passé.

Ce furent les cheminots et les travailleurs des transports qui, en 1920, ont pratiqué pendant deux mois le boycottage contre la terreur blanche qui sévissait en Hongrie; ce furent les dockers, les marins et les cheminots qui, dans la guerre entre la Pologne et la Russie soviétique, ont engagé et empêché les transports d'armes et de munitions; ce furent les dockers et les marins qui, en 1925, pendant la grève générale anglaise, ont refusé et pour une grande part réussi à empêcher, les transports de charbon du continent d'Europe vers le

Royaume-Uni.

De nouveau on attend des travailleurs des transports des gestes de solidarité, non pas en premier lieu dans leur propre intérêt, mais dans l'intérêt du mouvement commun. Encore les circonstances sont-elles plus difficiles que dans le passé. Les organisations sont moins fortes, le chômage effroyable fait sentir ses effets démoralisants, le développement technique fait que, dans le domaine des transports aussi, l'élément de la force-travail humaine joue un rôle de moins en moins décisif.

Il y a toutefois d'autre part un facteur favorable d'une grande importance : cette fois les travailleurs des transports auront l'appui des autres travailleurs syndiqués. La promesse en a été faite de manière unanime et sans réserves; elle sera tenue. - Nous pouvons compter sur nos camarades d'autres professions--ils comptent sur nous.

x

La Conférence commune de la F.S.I. et l'I.O.S. (I.T.F.) Dans une session commune, le Conseil général de la F.S.I. et le Comité exécutif de l'I.O.S. ont adopté à l'unanimité, après un échange de vues prolongé, la résolution suivante relative au conflit italo-abyssin:

" La conférence commune de l'Internationale Ouvrière Socialiste et de la Fédération Syndicale Internationale, réunie le 22 octobre à Bruxelles, tient à marquer sa satisfaction de la décision prise par la Société des Nations, désignant l'Italie comme l'agresseur dans le conflit italo-abyssin.

Au nom de l'humanité et de la civilisation, elle réclame que les sanctions promptes et effectives mettent définitivement et rapidement un terme à cet injustifiable attentat au droit international. Elle assure la Société des Nations de l'appui le plus effectif de ses organisations pour l'application des sanctions, quelles qu'elles soient, qui devront être prises pour arrêter la guerre et rétablir rapidement la paix.

Elle demande qu'aucun délai n'intervienne pour la spécification des sanctions à appliquer et des modalités dans lesquelles on doit en user.

Elle souhaite que l'on porte à la connaissance du gouvernement italien que dans les clauses définitives rétablissant la paix, il n'obtiendra de ses actes d'agression aucun avantage.

Les organisations représentées à la Conférence commune confirment leurs décisions prises à Genève le 6 septembre et à Paris le 27 septembre et ont pris toutes les dispositions nécessaires en vue de leur application pratique, mettant ainsi à la disposition de la S.D.N. pour la défense de la Paix et du Droit, la puissance de l'opinion ouvrière et la force de ses organisations."

Les travailleurs des transports font leur devoir. (I.T.F.) Se conformant aux décisions du congrès de l'I.T.F. de Copenhague, les organisations des marins danois et des dockers français, ont sur le champ lancé le mot d'ordre d'arrêter tous transports vers l'Italie. Sur ces entrefaites, les cheminots et les marins français sont, eux aussi, venus occuper leur place dans le front commun des travailleurs des transports contre la guerre.

Hitler veut la guerre contre l'Union soviétique. (I.T.F.) Le 1er octobre 180.000 hommes ont été libérés des camps du travail allemands qui doivent servir à une formation prémilitaire. Dans tous les camps des solennités de départ ont eu lieu à l'occasion desquelles les chefs ont fait des discours militaristes. Il paraît que les chefs des camps d'Allemagne orientale se sont exprimés d'une manière particulièrement agressive. Dans un des principaux camps de Poméranie, le discours du chef invitait les libérés "à se tenir prêts". L'Allemagne avait besoin d'espace pour vivre et elle ne pouvait conquérir cet espace que sur le territoire russe "pauvre en hommes, notamment en Ukraine. Dans un ou deux ans, au plus tard dans 4 ans, Hitler lancerait un appel et demanderait à chacun un "sacrifice personnel". - On distribua de la bière à volonté et 10 cigarettes et deux cigares pour chacun.

La chasse aux esclaves. (I.T.F.) La national-socialisme allemand et la dictature chrétienne d'Autriche profite de ce que l'intérêt mondial se concentre sur l'invasion italienne en Abyssinie pour aggraver leur terreur. La Gestapo allemande a fait procéder dans presque toutes les régions industrielles du pays à des arrestations en masse, afin d'intimider la population en effervescence à cause de la pénurie de vivres. Dans les caves de la Gestapo on procède à l'occasion de ces arrestations, à des sévices aussi horribles que dans les pires périodes de 1933. Parmi ceux qui ont été arrêtés se trouve Simon, l'ancien président de l'organisation libre des ouvriers du cuir. Simon qui, le 23 mai 1933 a eu 70 ans a été enfermé pour la première fois le 2 mai 1933 et le 1er juillet 1933, ce militant qui avait alors 68 ans, était libéré de prison pour être expédié immédiatement en la compagnie d'un de ses fils au camp de concentration de Dachau, qui n'est que trop fameux. Le 25 janvier 1934 il a seulement été relâché. "L'éducation" à Dachau avait à tel point compromis sa santé qu'il devait mener une vie tout à fait retirée. Malgré cela, il a de nouveau été arrêté le 3 août 1935 et écroué dans une prison de Nuremberg. Pendant que Hitler prononçait au fastueux congrès de Nuremberg son "discours de civilisation", le vieux Simon se trouvait en prison, souffrant de sciatique et d'accès de fièvre. Les soins médicaux lui furent refusés. Les Nazis se vengent de ce que Simon s'est consacré pendant une vie entière à la défense des intérêts de ses camarades de travail. En Autriche, le gouvernement négocie avec le représentant d'Hitler au sujet d'une amnistie des groupes terroristes nazis ayant participé au putsch de 1934. La dictature épargne ces terroristes et sévit d'une manière unilatérale contre les travailleurs. A Vienne on procède après la tombée de la nuit à des razzias dans les rues. La section motorisée de la Heimwehr que subventionne Mussolini est employée pour ces razzias. La police a pris à sa solde comme mouchard des sans-travail de la Heimwehr et plus d'un soir il y a jusqu'à 500 arrestations.

A Dantzig les attaques de la S.A. contre les militants syndicalistes augmentent de nouveau. Le Sénat national-socialiste, réprimandé tout récemment (le 23 septembre) par la Société des Nations pour avoir violé les lois, opprime la presse des socialistes et des communistes. La terreur des dictatures dans leur propres rangs n'est en rien meilleure que la chasse aux esclaves de Mussolini en Ethiopie

La résistance passive contre les vexations fascistes. (I.T.F.) L'organisation illégale des cheminots autrichiens a eu la possibilité de prendre connaissance du projet d'une nouvelle échelle de salaires. La direction générale des chemins de fer fédéraux a préparé ce projet en secret et la nouvelle échelle peut être mise en vigueur d'un jour à l'autre. Le projet prévoit de graves avilissements. Des dizaines de milliers de cheminots seront exclus du bénéfice du commissionnement, de sorte que l'administration pourra les jeter sur le pavé quand bon lui semble. On introduira une hiérarchie "corporative": Les cheminots seront classés en différentes castes. Au lieu du classement actuel en 19 échelles, les agents seront répartis sur 4 catégories, selon l'enseignement reçu: (élémentaire, supérieur et technique, secondaire et universitaire). C'est comme cela que l'avancement est interdit aux pauvres diables, même s'ils ont des capacités. Il n'y a plus aucune garantie quant à l'avancement et à part cela, l'avancement au choix est de rigueur. Celui qui rampe et qui flatte peut être promu, mais les gens capables qui n'ont pas de piston et qui ne se laissent pas faire, n'auraient plus aucune chance d'avancement. Le personnel du service central bénéficierait d'une allocation

de 5%, mais les allocations payées au personnel de la locomotive des trains et des manoeuvres seraient supprimées. Les indemnités payées au service des ateliers, aux chefs mécaniciens, aux visiteurs, ainsi que les indemnités de vie chère seraient supprimées aussi. Les ouvriers seraient en outre privés de l'allocation familiale. Le régime des retraites sera aussi avili: les ouvriers n'auront plus droit à la retraite. Néanmoins le montant de la prime à verser pour les pensions serait augmenté. Un bilan provisoire indique que les catégories subalternes seront privées à la suite de réductions des salaires, primes et allocations et de l'augmentation des retenues pour la pension, d'un montant total de 6.702.352 schillings, soit d'environ un mois de salaire par an.

Il n'y a plus, sous la domination fasciste de possibilités légales de lutte syndicale. C'est pourquoi l'organisation illégale invite à la résistance passive: "Ne faites plus un geste de plus qu'il n'est strictement nécessaire! Faites sentir à ces messieurs que ce n'est pas impunément qu'on peut tenter de faire de vous des esclaves sans défense!"

Nous aurons lieu de revenir sur le résultat de l'action de résistance des cheminots autrichiens.

Une plainte justifiée. (I.T.F.) Le correspondant berlinois du "Times" de Londres écrit à son journal (numéro du 30 septembre): "La plainte, peut-être la plus amère qu'on entende, c'est que les habitants de ce pays soi-disant surpeuple sont constamment invités à mettre au monde toujours plus d'enfants pour lesquels cependant, s'il y a de la nourriture, il n'y a pas les aliments leur convenant. La gloire d'une armée et d'une flotte renforcées, ainsi que de nouvelles forces aériennes ne sont achetées --ainsi déclarent les Allemands qui réfléchissent-- qu'au prix d'une limitation, aux matières premières nécessaires pour l'armement, des importations du pays."

Une réalité formidable. (I.T.F.) "L'idéal national-socialiste de la communauté populaire est une réalité formidable" ainsi assurait Hitler lors de l'inauguration de la campagne du Secours d'hiver (le 9 octobre). "Il y a pour nous de quoi être fiers d'avoir réussi par cette activité unique en son genre à représenter sur une aussi vaste échelle le sens véritable et la valeur de notre communauté populaire allemande et de la montrer aux yeux du monde. Qu'ils tâchent donc de nous imiter, ceux qui chantent les louanges de la démocratie!" Celui qui, selon le désir d'Hitler, juge de la valeur de la communauté populaire selon l'oeuvre effectuée par le secours d'hiver arrive à de curieuses conclusions. D'après les chiffres officiels, les 13,9 millions de secours pendant l'hiver dernier ont touché chacun des secours en nature pour une valeur de 11,4 pfennigs par jour. Un total de 205 millions de marks avait été réuni au profit du secours d'hiver mais le produit des quêtes ne profita qu'en partie aux indigents. 1,4 million servirent à financer les voyages pour le plébiscite dans la Sarre, 2 millions furent dépensés en indemnités pour de nouvelles constructions, 6,7 millions en indemnités en cas d'accident.

L'oeuvre du Secours d'hiver relève du ministre de la Propagande qui aime bien jouer avec de grands chiffres. De toutes espèces de manières, il a tâché, dans le rapport officiel de donner les preuves de "l'esprit de sacrifice augmenté". Le chiffre figurant pour les secours en nature a été établi suivant la valeur pratique des objets, c'est-à-dire en tenant compte de la différence qui existe entre le prix d'achat et le prix normal de l'article. Une vieille chaise remise en état figure dans le compte-rendu au prix que coûterait une chaise neuve, des vêtements raccommodés sont calculés d'après les prix de confection, les vivres achetés en gros figurent à des prix de détail. Ce n'est que grâce à ce tour de force qu'on a pu arriver à un résultat dépassant de 6 millions de marks le chiffre de l'année d'avant. On peut dire qu'un total de 288 millions de marks tout au plus était disponible pour secourir 13,9 millions de personnes pendant 26 semaines ce qui fait un secours de 11,4 pfennigs par jour. Aucun renseignement n'a été publié concernant le montant des détournements, mais ceux que la chose intéresse, pourront trouver des détails dans les dossiers judiciaires.

Cet hiver, le secours d'hiver va être considérablement resserré. Néanmoins, ceux qui gagnent encore devront pendant 6 mois

subir une augmentation de 10% de la taxe sur leurs salaires, on fait des quêtes dans la rue et le long des maisons et des cotisations spéciales sont imposées à certaines catégories. Les cheminots ont déjà dû payer une taxe spéciale de 50 pfennigs. Toutefois le nombre des bénéficiaires du secours est diminué. 6 à 700.000 éléments a-sociaux ne toucheront pas un centime. Les "critiqueurs malveillants" ne recevront rien. Certaines provinces pratiquent encore des restrictions spéciales. Dans la province de Hanovre par exemple, les indigents qui ne se sont pas présentés pour aider à la récolte des pommes de terre ne voulant pas recevoir en paiement des pommes de terre à la place d'argent comptant, ne recevront plus de pommes de terre. Ils sont considérés comme a-sociaux parcequ'ils n'ont pas voulu aider à abaisser le niveau des salaires et parce qu'il y a dizette de pommes de terre. On reconnaît officiellement que la pénurie de denrées alimentaires a son contre-coup sur les secours. L'année dernière par exemple, on a distribué 13,5 millions de livres de viande aux 13,9 millions de secourus, ce qui fait une moyenne de moins d'une livre par personne en 6 mois. Cet hiver on ne distribuera que 6 millions de livres de viande c'est-à-dire encore moins que la moitié. En guise de "compensation" on augmentera la quantité de choux. Vu toutefois qu'il y a pénurie de graisse pour préparer le choux, cette compensation ne servira pas à grand'chose. Des millions d'êtres auront faim et froid cet hiver dans le Troisième Reich.

Le "sens véritable" de la communauté populaire ressort plus nettement encore lorsqu'on se rend compte de ce que les Nazis ont enlevé aux chômeurs. Ils ont diminué d'environ quatre marks par semaine le montant des secours versés par les bureaux d'assistance. A présent ils s'enorgueillissent du fait qu'ils rendent aux misérables 80 pfennigs par jour, aumône pour laquelle les malheureux doivent encore simuler de la reconnaissance.

On affame les masses pour pouvoir acheter des canons. (I.T.F.) Dans les grandes villes du Troisième Reich les ménagères se hâtent d'une rue à l'autre à la recherche de vivres. La viande de porc se fait rare, les pommes de terre et les légumes sont presque inaccessibles. On ne trouve pour ainsi dire plus d'oeufs et on ne peut guère plus se procurer de graisse. Le beurre qui depuis longtemps était devenu un article de luxe pour les ouvriers dont le revenu a tant baissé, ne se trouve pour ainsi dire plus non plus. Même à Berlin, la capitale, qui en général est mieux approvisionnée que la province, afin d'éviter que les étrangers aient de trop mauvaises impressions, les clients ne peuvent acheter que 125 grammes de beurre à la fois.... aussi longtemps qu'il y en a. L'après-midi il n'y en a généralement plus dans les magasins. La margarine est encore plus rare. Les trois livres de margarine que les chômeurs et les chômeurs partiels ont le droit d'acheter par mois avec leur carte à prix réduit, ne sont même plus trouvables. Le saindoux, le lard et la graisse ont disparu des magasins. Celui qui a de la chance peut encore obtenir de petites quantités de son boucher, mais cette chance est presque uniquement réservée aux clients riches.

Depuis le printemps il y a de la pénurie de tous les côtés. D'abord on ne pouvait plus se procurer de viande de boeuf, ensuite les oeufs sont devenus si rares dans plusieurs régions qu'on n'en vendait plus qu'un à la fois, les fruits et les légumes faisaient en outre défaut. Depuis la mi-septembre, plus de viande de porc et la graisse manque. C'est justement de cette pénurie de viande de porc que la population se ressent le plus durement. Les deux tiers en effet de la consommation allemande de viande, étaient du porc, "car en même temps que l'offre de viande de porc, l'offre de lard, de saindoux et de suif a diminué. On s'en est particulièrement aperçu sur les marchés parce qu'en même temps l'offre de beurre a baissé." (Bulletin hebdomadaire de l'Institut pour l'étude des conjonctures, numéro 40.)

On fait la queue pour une ration de guerre. (I.T.F.) Le correspondant berlinois du "Times" écrit à son journal le 1er octobre: "Le dernier weekend de septembre bien des ménages berlinois n'avaient pas ou guère de beurre, de margarine ou de graisse.... La margarine bon marché était bien vite épuisée et les qualités plus chères n'étaient pas du tout disponibles. Le lundi, la même pénurie. Dans les magasins et sur les marchés on pouvait se procurer les sortes de viande assujetties non

au contrôle des prix, mais on vendait peu, vu que le niveau des salaires fait de l'achat de ces sortes un luxe rare. Il est vrai qu'on pouvait se procurer des conserves, mais, dans ces sortes de conserves de viandes dans le jus, il y a un petit morceau de viande et beaucoup d'eau."

Afin de remédier à cette situation, il a été décrété que les provinces agricoles devaient envoyer du beurre et de la graisse à Berlin, de telle sorte que les villes de province en plein centre agricole commencent aussi à se ressentir du manque de graisses. De même qu'à Berlin, d'innombrables gens pourront, en faisant la queue devant les magasins, réfléchir aux conséquences de la dictature nazie; de même qu'à Berlin il y a de l'effervescence. Il est vrai qu'on promet toujours des remèdes, mais personne n'y croit plus. La production de margarine qui avait été resserrée par les Nazis de 525.000 tonnes en 1932 à 390.000 tonnes en 1934 n'est augmentée que de 6%, l'importation de cochons n'est majorée que d'à peine un pour cent de la consommation mensuelle, l'importation de beurre de seulement 8% de la consommation mensuelle. "Il n'y a plus moyen d'augmenter davantage les importations, vu que les ressources font défaut en raison de la pénurie de devises étrangères." (Service de presse de la Corporation de l'Alimentation).

Le ministre de la Réclame le Dr. Goebbels a ouvertement reconnu (à Halle, le 4 octobre): le peuple doit avoir faim afin de ne pas compromettre l'importation de matières premières pour l'armement.

t-il
Hitler mange de la confiture. (I.T.F.) A la place de vivres, les ménagères allemandes reçoivent des recettes de cuisine. Dans son Service d'Informations le Front allemand du travail adresse un appel effronté à l'ouvrière allemande: "Lorsqu'il n'y a pas de viande de porc, on mange du boeuf et lorsqu'il n'y a pas d'oeufs frais, on prend des oeufs en conserve. Quand on ne peut pas se procurer de fruits et de légumes frais, on se contente de fruits séchés et de conserves." Comment toutefois rôtir le boeuf sans graisse? Quant aux oeufs en conserve les gens appauvris ne peuvent se permettre que d'acheter les plus petits. Les fruits séchés ont augmenté de 78 à 174% du prix normal et les conserves sont inaccessibles pour une famille ouvrière. Le journal de la Reichsbahn recommande à ses lecteurs de renoncer "pour un certain temps" au pain beurré et aux mets rôtis à la poêle" et de se contenter de "plats aux pommes de terre ou de farineux" (Deutsche Allgemeine Zeitung, 2 octobre). Le "Voelkische Beobachter" (2 octobre) l'organe de Hitler, a le toupet d'écrire: "Les ménagères peuvent disposer, à côté de beurre, encore d'autres produits à manger sur le pain, comme par exemple de la confiture."

Les travailleurs ne connaissent que trop bien ces recommandations qui leur rappellent les hivers de la guerre. Ils les ressentent comme une insulte. Dans quelques entreprises on a distribué, pour calmer les esprits des conserves de viande, mais cela n'a pas mis fin à l'agitation. La dictature a été contrainte de destiner des devises étrangères à l'importation de denrées alimentaires. Jusqu'à présent des montants tout à fait insuffisants y ont été consacrés, mais la pression des masses affamées augmente. Chaque million qui, sous la pression des travailleurs, doit être utilisé pour l'importation de vivres améliore l'approvisionnement de la population et ralentit le rythme des armements.

Un jubilé oublié. (I.T.F.) Les dominateurs du Troisième Reich ne laissent en général passer aucune occasion pour organiser des festivités. Ces derniers jours ils ont laissé passer une précieuse occasion: celle de célébrer le premier anniversaire du mouvement du parti nazi "pour faire baisser les prix". A la mi-octobre 1934, quelques chefs régionaux du parti ont commencé à faire des chicanes à de petits bouchers, boulangers et épiciers. Il va sans dire que les grandes maisons n'étaient pas dérangées et que la politique du gouvernement qui déterminait une hausse des prix a été poursuivie jusqu'à ce que l'agitation ait augmenté au point de nécessiter une intervention personnelle de Hitler qui tint le 31 octobre une "conférence des prix". "A la suite de l'entrevue qu'a eue le Führer avec les Statthalter" - ainsi le général Goering le 3 novembre 1934 -- "il est nécessaire d'intervenir immédiatement et de manière radicale contre toutes augmentations de prix qui ne sont pas approuvées officiellement par les autorités..... C'est un crime qu'on ne saurait punir assez sévèrement. Si néanmoins il y avait certaines hausses, il faudra m'en informer par télégramme afin que je puisse agir en personne."..... Depuis un an, le général Goering est assis sur des télégrammes. Les prix continuent à monter.

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME

Les salaires au "pays de la civilisation". (I.T.F.) Au profit de sa campagne contre l'Abyssinie, l'Italie fasciste a considérablement augmenté son armée et l'industrie italienne de l'armement travaille à plein rendement. Les "syndicats" fascistes veillent cependant à ce que les travailleurs ne puissent pas profiter de l'occasion pour obtenir en raison d'une certaine pénurie de main-d'oeuvre, par une majoration des salaires, une certaine compensation de la hausse du coût de la vie. Un nouveau contrat collectif vient d'établir de nouveaux salaires de famine pour les travailleurs du marché des fruits et des légumes de Turin. Pour le déchargement de corbeilles ou caisses de fruits on paye jusqu'à 15 kgs 0,05 lires, jusqu'à 60 kgs 0,10, jusqu'à 100 kgs 0,20 et au-dessus des 100 kgs 0,40 lires; pour le déchargement de corbeilles ou caisses de légumes, les travailleurs reçoivent jusqu'à 50 kgs 0,05, jusqu'à 100 kgs 0,10 et au-dessus des 100 kgs, 0,30 lires. Le transport sur le marché même, de fruits et de légumes, est payé également mal: jusqu'à 25 kgs 0,20, jusqu'à 60 kgs 0,30 et au-dessus des 60 kgs 0,50 lires. Les ouvriers au service des firmes du marché payés à la journée reçoivent pour un minimum de quatre heures de travail, 14.-lires, pour un minimum de 6 heures, 18.- lires, pour 8 heures, 24.-lires. Tous les porteurs du marché doivent être disponibles tous les jours de marché et leur service ne s'arrête qu'avec la fin du marché. On peut dire que dans les villes du Nord de l'Italie le prix d'un kilo de pain est d'environ 1,90 lires et celui d'un kilo de pâtes alimentaires de 3,20 lires. Vu qu'à Turin il n'y a que quatre jours de marché par semaine, il est facile de se rendre compte dans quelles conditions doivent vivre les travailleurs des transports au pays du "civilisateur" Mussolini.

Les nouveaux uniformes des cheminots allemands: 23 types d'épaulettes. (I.T.F.) La Reichsbahn allemande a décrété de nouvelles règles sur la tenue de service. L'ancienne ordonnance de 1924, créée en accord avec les syndicats, était pratique et tenait compte des nécessités du service. La nouvelle ordonnance relative à la tenue de service vise surtout au bel aspect des uniformes. On a introduit des épaulettes de même qu'au haut du bras gauche l'insigne du service auquel est affecté le porteur, dans l'espoir que cela aurait une influence favorable sur la tenue et la "joie au service" des agents. Le nouvel uniforme des cheminots allemands s'inspire fortement de l'uniforme militaire, mais on a perdu de vue le côté pratique. La tenue, avec ses boutons en or mat, avec ses poches extérieures et ses épaulettes, présentera pour plus d'un agent le danger de rester accroché et de s'exposer ainsi à des accidents.

La classification du personnel des chemins de fer, par l'introduction de 23 types différents d'épaulettes, est une illustration vraiment admirable de la "communauté populaire". Les ouvriers des chemins de fer devront à présent aussi arborer l'uniforme. Ils ne voulaient pas de celui du Front du travail, pour différents motifs, dont un était le désir de pouvoir pendant les quelques heures de loisir se sentir simplement homme sans obligations de service. A présent les ouvriers ont l'obligation d'avoir l'uniforme, mais ils doivent le payer eux-mêmes. La Reichsbahn n'accorde plus d'avances ni de subventions pour l'achat de tissus et la confection des vêtements. Peu nombreux sont les cheminots qui peuvent encore se permettre un costume civil. Vu que les fabriques ne disposent plus depuis le 1er octobre de matières premières pour le drap des uniformes des cheminots, il faut compter avec l'emploi de tissus "Er-satz" et les uniformes auront bien vite un air misérable.

En 1933, les cheminots allemands ont été contraints de porter sur leur casquette de service l'insigne du parti nazi. A présent l'insigne reste obligatoire pour les fonctionnaires. Pour les ouvriers les casquettes ne sont plus ornées que de la cocarde "noir-blanc-rouge" de l'armée. Pendant le service à l'armée, l'adhésion au parti nazi est suspendue. Dans la Reichsbahn militarisée un procédé semblable est en préparation. Bismark a transféré en 1873 les chemins de fer privés d'Allemagne entre les mains des différents Etats. Il a créé le fonctionnarisme auprès des administrations et organisé l'exploitation et le réseau des chemins de fer selon des considérations stratégiques. Hitler militarise la Reichsbahn jusqu'au dernier homme; l'obligation pour les cheminots de porter l'uniforme constitue un nouveau pas sur cette voie.